

de prendre ses responsabilités, même s'il savait que cela contribuerait à augmenter le coût de la vie, à réduire le pouvoir d'achat des citoyens et à détériorer la situation économique de tous les Canadiens.

A ce moment-là, il était d'avis qu'il s'agissait d'une bonne mesure et il n'a pas craint de l'appliquer. Il ne devrait donc pas avoir peur d'imposer l'arbitrage obligatoire, la grande loi morale qui mettrait le système économique en marche et le maintiendrait en équilibre. Alors, il faut à tout prix que le gouvernement prenne ses responsabilités.

Je n'ai pas étudié la situation à fond, mais il me semble qu'il est temps de mettre en vigueur des règlements qui assureront un certain équilibre de l'économie. Tant et aussi longtemps qu'il y aura des ambitieux sans conscience, prêts à tout saboter et à tout briser, il faudra édicter des lois pour les ramener à la raison. Il ne faut pas détruire, mais bâtir. Alors, arrêtons ceux qui détruisent, monsieur le président.

Je voudrais parler un peu de ma région. Je n'ai jamais eu l'avantage de dire au ministre ce qui se passe dans ma circonscription et ce dont nous y aurions besoin.

Certaines choses ont été accomplies dans le passé, mais le ministre n'a pas eu peur d'y mettre la hache. Dans la ville que j'habite, par exemple, on avait promis, il y a trois ans, d'y faire distribuer le courrier par des facteurs et l'on a fait dépenser de l'argent à la municipalité sous prétexte que le gouvernement mettrait ce projet à exécution. Mais l'actuel ministre des Postes a mis la hache là-dedans et il nous a dit que ce n'était plus le temps de songer à des facteurs. Il nous a dit que le projet était retardé. Maintenant, les autorités municipales réclament encore un service de distribution du courrier à domicile, étant donné qu'elles ont dépensé plusieurs milliers de dollars pour faire installer des enseignes portant les noms des rues et pour faire numéroter les maisons et les édifices.

Outre cela, il y a trois ans, le gouvernement disait que le ministère des Travaux publics allait construire cinq bureaux de poste dans la circonscription de Compton. On en a construit deux et l'honorable ministre des Postes a retardé la construction des trois autres, sous prétexte d'économie. Comme la situation a changé et que les travaux d'hiver ont été supprimés, il se voit dans l'impossibilité de faire construire ces petits bureaux de poste.

● (3.40 p.m.)

Certains terrains ont été achetés par l'État pour y construire des bureaux de poste, après quoi on a décidé de ne pas les construire. Il va sans dire que les citoyens des paroisses

[M. Latulippe.]

où ces bureaux de poste devaient être construits sont bien désappointés.

Étant donné que le gouvernement avait promis de faire effectuer ces constructions il y a trois ans et que ce projet qui ne concerne que trois petits bureaux de poste est retardé depuis trois ans, il me semble que le gouvernement devrait au moins faire un effort en vue de réaliser certaines des petites promesses qui avaient été faites dans ma région. Je reçois beaucoup de correspondance de la part des autorités de ces municipalités, qui reviennent toujours à la charge et me demandent pourquoi on ne procède pas à ces constructions et pourquoi je ne réclame pas du gouvernement des lois susceptibles de favoriser ma circonscription. Comme on me blâme de ne rien faire pour corriger cette situation, je désire la signaler au ministre. S'il peut y remédier—je ne lui demande pas l'impossible—nous en serions satisfaits, car, dans notre circonscription, nous payons des taxes, tout comme dans les autres, et le gouvernement fédéral n'y a jamais fait grand-chose. Au fait, nous avons demandé de l'aide de toutes sortes en vue d'améliorer l'industrie touristique; rien n'a été fait et tous ces projets sont tombés à l'eau.

Je demanderais donc au ministre d'étudier la situation et, si cela est possible, de faire construire ces deux petits bureaux de poste, ce qui rendrait un grand service à la population.

Monsieur le président, j'aurais bien des choses à dire au sujet de ce bill, mais je ne voudrais pas prolonger le débat. Encore une fois, avant de terminer mes remarques, je demande au gouvernement et à l'opposition de prendre leurs responsabilités en vue d'assurer l'ordre dans notre service postier, qui est le plus important de tous. Auparavant, pas un ministère n'était mieux organisé que celui des Postes, alors qu'aujourd'hui, il est loin de fonctionner convenablement.

A mon sens, ce déséquilibre ne devrait pas exister et le seul moyen de rétablir la situation est de recourir à l'arbitrage obligatoire. Nous sommes ici pour représenter la population et pour prendre nos responsabilités. Comme le disait tout à l'heure le député de Trois-Rivières, si quelqu'un doit prendre ses responsabilités ou faire quelque chose pour remédier à la situation actuelle, c'est bien le gouvernement.

Tout à l'heure, le député de Trois-Rivières disait que la situation économique est alarmante, non seulement au Canada, mais partout dans le monde, que tous les pays sont aux prises avec les mêmes problèmes économiques insurmontables, que nous sommes dans un marasme économique épouvantable et qu'il faut absolument se serrer la ceinture.